

**94 | ÎLE-DE-FRANCE** Un réseau d'importation frauduleuse a été démantelé et deux personnes écrouées. Les véhicules étaient revendus à des voyous ou loués pour des mariages et des rodéos.

## L'incroyable combine pour acheter des voitures de luxe

Denis Courtine

**UNE ROLLS-ROYCE** qui file sur l'autoroute A4 à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Trop tentant pour les mords de la CRS de Pomponne (Seine-et-Marne). Ils ne le savent pas encore mais ce 28 avril 2023, leur contrôle routier insolite sera le point de départ du démantèlement d'un vaste réseau qui importait et revendait frauduleusement des véhicules de luxe. Selon nos informations, il aurait mis une cinquantaine de voitures prestigieuses en circulation en Île-de-France.

Au terme d'une enquête menée par la CRS autoroutière Est Île-de-France, le Groupe interministériel de recherche du Val-de-Marne (Gir 94) et les spécialistes de la fraude à la préfecture du Val-de-Marne, quatre personnes soupçonnées d'appartenir à cette organisation ont été mises en examen pour participation à une association de malfaiteurs, escroqueries en bande organisée et blanchiment aggravé. Des faits qui auraient été commis entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 7 février 2024, situe le parquet de Créteil. Deux des suspects ont été placés en détention provisoire et les deux autres sous contrôle judiciaire.

**La Rolls devient ambulance** Dès le début du contrôle de cette Rolls-Royce Phantom estimée à 450 000 €, les fonctionnaires de la CRS flairent la magouille. Pas seulement parce que ses plaques d'immatriculation noires ne sont pas autorisées en France.

Elle fait surtout déjà l'objet d'une immobilisation administrative pour suspicion de fraude. La Rolls-Royce a en effet été déclarée à l'importation comme véhicule automoteur spécialement aménagé, la catégorie des ambulances, qui permet une défiscalisation totale.

En s'intéressant aux autres voitures de luxe appartenant à cette société, les enquêteurs détectent de nombreuses anomalies. Alors qu'ils fouillent dans les comptes de l'entreprise, ils reçoivent la visite du gérant d'une PME de Houilles (Yvelines) spécialisée dans la location et la réparation de véhicules prestigieux. Cette Rolls, c'est la sienne, assure-t-il, fournissant des documents le prouvant. Sauf qu'ils sont faux. Les policiers examinent à présent les voitures de cet étrange patron, que l'enquête désignera comme le chef du réseau.

Les deux sociétés semblent travailler de concert. Les voitures sont achetées à l'étranger, notamment en Allemagne, aux États-Unis, voire au Japon. Pour contourner les taxes à l'importation, on inscrit des caractéristiques bidons lors de l'immatriculation. Pour ça, il faut un « siveur », professionnel habilité à entrer dans le service d'immatriculation des véhicules automobiles (policier, gendarme, garagiste...). En l'occurrence, il s'agit de l'expat d'une société de vente de véhicules de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). Il inscrit les voitures en tant qu'ambulances ou transforme les véhicules thermiques



ISTOCK/LOUÏSE COTTIN

en électriques. Des combines que les services des fraudes ont corrigées depuis. Autre astuce utilisée par le réseau : les voitures étaient déclarées neuves, même si ce n'était pas le cas. L'intérêt ? Pas de dossier pour l'administration, qui ne garde que les immatriculations définitives. Ce « siveur » a lui aussi été mis en examen.

### L'agriculteur prête-nom d'une McLaren

Une fois les voitures de luxe disponibles à des prix défiant toute concurrence, il faut les « blanchir » c'est-à-dire faire en sorte que leurs détenteurs ne soient pas inquiétés. Pour ça, il faut multiplier les ventes fictives par des sociétés

Le contrôle d'une Rolls-Royce Phantom similaire à celle-ci en avril 2023 dans le Val-de-Marne a entraîné le démantèlement d'un réseau frauduleux.



La question de la pédagogie d'une incarcération pour de tels profils se pose

L'avocat d'un des quatre hommes mis en examen

intermédiaires. En cas de contrôle routier, le propriétaire peut arguer de sa bonne foi.

La commercialisation était notamment confiée à un habitant de Nanterre (Hauts-de-Seine). Il louait les voitures, semble-t-il, à un public populaire dans la région parisienne. Les enquêteurs s'en sont rendu compte car les voitures étaient régulièrement verbalisées lors de rodéos urbains ou de mariages communautaires. Il arrivait aussi que les véhicules soient vendus à des individus pouvant payer en liquide. C'est du moins ce qu'en déduisent les enquêteurs en remontant le fil des propriétaires avant qu'un prête-nom devienne le dernier acqué-

reur. D'après nos informations, un agriculteur de Charente-Maritime aurait officiellement déclaré une McLaren 720 S, voiture de sport aux performances dignes d'un circuit automobile...

### Près de 1,7 million d'euros d'avares criminels saisis

Le chef présumé du réseau, décrit par les enquêteurs comme dominant, impulsif et manipulateur mais aussi comme un véritable expert dans l'achat-vente de véhicules, a nié toute implication. Il fait partie de deux hommes, avec celui présenté comme le commercial œuvrant dans des quartiers populaires, à avoir été placé en détention provisoire.

« L'information judiciaire n'en est qu'à ses prémices, souligne son avocat, M<sup>e</sup> Said Harir. À ce stade, il est impossible d'émettre un quelconque avis sur l'implication de notre client, qui demeure présumé innocent. La question de la pédagogie d'une incarcération pour de tels profils se pose. À 43 ans, il connaît sa première incarcération. Il est particulièrement affecté par la situation, père d'un jeune. Il présente pourtant de parfaites garanties de représentation. »

En attendant la suite judiciaire, une dizaine d'autres véhicules, une moto, un scooter et un jet-ski ont notamment été saisis. Les avoirs criminels s'élèvent à près de 1,7 million d'euros selon le parquet de Créteil. Quant à la Rolls-Royce Phantom, elle est immobilisée chez un réparateur de l'Essonne.

**77 | COULOMMIERS** L'un des deux hommes interpellés comparaitra au tribunal en septembre.

## Gabriel Attal visé par des insultes à la foire aux fromages

Thomas Segissement

**LE PREMIER** ministre n'a pas porté plainte. Pourtant, lors de sa visite à la foire aux fromages et aux vins de Coulommiers (Seine-et-Marne) vendredi, Gabriel Attal a été la cible d'injures, y compris à caractère homophobe, alors qu'il déambulait dans les allées de la manifestation en

compagnie des officiels. À l'origine de cet incident, deux hommes, manifestement en état d'ivresse, qui ont aussitôt été maîtrisés par les forces de l'ordre et placés en garde à vue au commissariat de Coulommiers.

Cette 55<sup>e</sup> édition de la foire, manifestation qui attire régulièrement plusieurs dizaines de milliers de visiteurs, avait pourtant démarré sous les

meilleurs auspices et sous le soleil avec une inauguration en grande pompe par Laurence Picard, maire de la ville, et le « régional de l'étape », Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger.

Répondant à l'invitation de ce dernier, le Premier ministre était arrivé en fin d'après-

midi à Coulommiers. Selfies, dégustations des produits du terroir, discussions avec les éleveurs, Gabriel Attal est apparu tout sourire durant cette visite gourmande.

### Les policiers, également ciblés, ont porté plainte

Hélas, ce moment de convivialité a donc été pollué par l'intervention intempestive de deux hommes, âgés de 38 et

39 ans. Il a fallu l'intervention rapide des policiers pour faire cesser leur bordée d'injures diverses. Mission pas tout à fait accomplie puisque les membres des forces de l'ordre ont eux aussi eu droit à quelques noms d'oiseaux bien sentis.

Les deux hommes ont ensuite été placés en garde à vue au commissariat de police. Après une nuit au poste, le

plus jeune a été remis en liberté sans aucune poursuite. En revanche, son acolyte a été déféré au parquet de Meaux.

Déjà connu des services de police, cet habitant de Coulommiers sera jugé en septembre 2024 malgré ses dénégations sur le moment pour outrage et rébellion. Contrairement au Premier ministre, les policiers ont déposé plainte.